
La vie sociale et politique des papiers d'identification en Afrique

Richard Banégas*¹ and Séverine Awenengo-Dalberto*²

¹Centre d'études et de recherches internationales (CERI) – CNRS : UMR7050, Sciences Po – 56 rue Jacob 75006 PARIS, France

²Institut des mondes africains (IMAF) – Institut de Recherche pour le Développement - IRD (FRANCE), Aix Marseille Université, École Pratique des Hautes Études [EPHE], Université Paris I - Panthéon-Sorbonne, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), CNRS : UMR8171 – Institut des mondes africains - 9, rue Malher 75004 Paris, France

Résumé

Cette proposition d'atelier s'inscrit dans l'axe 2 visant à faire connaître des questions émergentes et des recherches en devenir. Par son objet, il fait aussi écho à la thématique générale des REAF 2016 autour de la question du cosmopolitisme. L'atelier présentera les premiers résultats d'un projet ANR, qui débute en 2016, visant à étudier la " gouvernabilité des papiers " en Afrique subsaharienne, de l'après-guerre à l'époque actuelle de diffusion globale des normes biométriques d'identification.

Il y a très peu de travaux sur les documents identificatoires en Afrique alors même qu'une grande partie des crises que traversent les sociétés africaines contemporaines sont des crises de la citoyenneté qui portent sur la question des droits et mettent en jeu les supports juridiques et politiques de leur reconnaissance, au premier rang desquels les " papiers ". En revisitant certaines situations de crise à l'aune de ces " papiers ", le projet interroge la corrélation apparente entre dispositifs d'attestation identitaire et violence politique. Il ne se limite pas cependant aux situations de conflit. Notre démarche comparative entend au contraire mettre en regard l'usage des papiers en conjoncture de crise et en conjoncture routinière pour analyser les rapports ordinaires des citoyens à la sphère publique.

S'inscrivant dans le renouvellement des travaux sur les documents identificatoires en Europe, ce projet entend dépasser la perspective étatiste en pensant ensemble les papiers d'identification comme technologies de pouvoir et instruments de centralisation politique d'une part, et comme vecteurs matériels de l'émergence de nouvelles subjectivités morales et politiques de l'autre. Cette double hypothèse se décline en deux axes de recherche. Le premier vise à analyser, dans la moyenne durée, le processus d'encartement des individus et la bureaucratisation de l'identification pour revisiter la formation de l'Etat et de la citoyenneté en Afrique. Le second, à étudier " par le bas " la vie sociale des " papiers " : il explore la diversité des instances de production des documents identificatoires et la complexité des rapports que les individus nouent à ces documents et institutions. Les enquêtes de terrain documenteront empiriquement les modalités de cette pluralisation du gouvernement des papiers et sa diffusion dans le corps social pour tester l'hypothèse d'une appropriation populaire des pratiques et imaginaires bureaucratiques. Le projet vise enfin à analyser la culture matérielle des " papiers " pour mettre au jour le " sens pratique " qui se constitue autour

*Intervenant

des pièces identificatoires et donne à voir un certain rapport aux autorités.

10 pays sont couverts par 15 chercheurs : Afrique du Sud, Cameroun, Côte d'Ivoire, Kenya, Mali, Mauritanie, Nigeria, Ouganda, Rwanda, Sénégal. Une partie seulement des enquêtes auront débuté au moment des REAF, mais nous présenterons les premiers résultats de terrain et les pistes de recherche qu'ils suggèrent.